

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/En-Argentine-peu-de-reacteurs-et-beaucoup-d>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°78 > **En Argentine, peu de réacteurs ... et beaucoup d'interrogations**

18 janvier 2019

En Argentine, peu de réacteurs ... et beaucoup d'interrogations

C'est en Argentine qu'a été construite la première centrale électronucléaire d'Amérique latine, près de la rivière Paraná, à 115 km au nord-est de Buenos Aires. Le réacteur Atucha I utilise de l'uranium faiblement enrichi et un modérateur à eau lourde. À partir du 24 juin 1974, il a fonctionné pour injecter de l'énergie électrique sur le réseau argentin (puissance électrique nominale : 357 MWe). En Argentine, c'est la CNEA [1], organisme d'État créé en 1950, qui est chargé de la recherche et du développement de l'énergie nucléaire, comme le CEA [2] en France.



Embalse Nuclear Generating Station

Trois réacteurs électrogènes

Après les études d'Atucha I commencées en 1964, la CNEA débuta en 1967 le projet d'Embalse, dans la région de Córdoba, au nord du pays. La technologie retenue fut de type Candu (transfert de savoir canadien), avec l'uranium naturel en combustible et l'eau lourde en vecteur/modérateur. De puissance électrique 648 MWe, cette centrale débota sur le réseau argentin à partir de 1984. Outre cette production électrique, ses responsables signalent que la centrale constitue une source importante de Cobalt 60 pour usages médicaux et industriels. Elle est actuellement en travaux de "rénovation", officiellement pour augmenter sa puissance de 6% et sa durée de vie de 25 ans !

Le troisième réacteur argentin connecté au réseau électrique est Atucha II. Ce réacteur a connu une construction chaotique : commencés en 1981, les travaux ont avancé lentement, jusqu'à s'interrompre en 1994 par manque de financement. Ce n'est qu'en 2006, à l'aune d'un nouveau plan de développement de l'énergie nucléaire, mis en place par les États-Unis, que l'Argentine réactiva le chantier. Ce réacteur de 745 MWe injecta ses premiers kWh dans le réseau électrique national le 27 juin 2014. Actuellement, ces centrales nucléaires fournissent environ 6% de l'énergie électrique du pays.

Des projets qui semblent compromis

En 2017, sous la pression du lobby nucléaire argentin, le président Macri et son gouvernement néolibéral ont relancé deux nouveaux projets de réacteurs électronucléaires, s'appuyant sur un accord-cadre avec les nucléocrates et financiers chinois. Le budget de départ s'élevait à 14 milliards de dollars, financés à 85% par un crédit de la banque chinoise ICBC, avec une période de grâce de 8 ans ! Ainsi, il était prévu de commencer la construction du quatrième réacteur de puissance (Atucha III) à partir de 2018, avec la technologie Candu, pour une puissance électrique nominale de 700 MWe.

Le cinquième réacteur serait construit à partir de 2020, avec la technologie chinoise HPR1000, type PWR à uranium enrichi et eau légère sous pression et températures élevées. La puissance électrique nominale visée étant de 1150 MWe.

Mais, compte tenu de la dégradation actuelle de l'économie du pays, le gouvernement argentin vient de suspendre la construction des deux réacteurs en projet, au grand dam du lobby pronucléaire et des entreprises du secteur.

Un secteur industriel ambitieux



Une des principales entités du nucléaire argentin est l'INVAP [3]. Après avoir participé à la construction des centrales argentines, cette entreprise a conçu de petits réacteurs nucléaires (CAREM) et entreprend de les vendre à l'exportation. Ainsi, INVAP collabore avec la Bolivie et l'Algérie, et ambitionne d'en fournir à la Hollande, au Brésil, à l'Afrique du Sud, voire même aux États-Unis ! Existe aussi Dioxitek S.A., entreprise qui élabore le dioxyde d'uranium et la CONUAR [4], entreprise qui fabrique les éléments à base d'uranium pour les centrales argentines. Bien sûr, une multitude de petites entreprises travaillent aussi pour le secteur.

À l'image d'EDF, l'entreprise NA-SA [5] gère les centrales nucléaires. Sur son site internet, elle proclame "générer de l'énergie électrique de manière sûre, propre, efficace et compétitive, développant la culture de la sécurité et de la transparence comme valeurs centrales".

Une autorité de contrôle

L'ARN [6] joue en Argentine le rôle de l'ASN et de l'IRSN en France, avec pour objectifs la protection des personnes, de l'environnement et des générations futures contre les rayonnements ionisants. Son directoire étant constitué de trois fonctionnaires désignés par le pouvoir exécutif. L'ARN dicte les normes, autorise ou suspend des fonctionnements, réalise des inspections, effectue des mesures et

des contrôles, applique d'éventuelles sanctions, évalue des impacts environnementaux. L'ARN édite un rapport annuel, le plus souvent peu critique de la filière nucléaire.

Mais de très nombreux points d'interrogation

Comme en France, les informations sur les incidents ou accidents ne sont pas facilement accessibles. Un des plus graves accidents eut lieu en 1983, dans un réacteur de recherche (RA2) ; dix-huit personnes ont été gravement irradiées, dont l'une est décédée dans les jours qui ont suivi. De nombreuses fois, des fuites d'eau lourde et de tritium ont eu lieu au niveau de la centrale d'Embalse.

Mais plusieurs mouvements protestent contre les risques liés au nucléaire.

La Fondation de défense de l'environnement FUNAM, présidée par le biologiste universitaire Raúl Montenegro, a signalé les fuites radioactives et dénoncé le manque de préparation face au risque de grave accident nucléaire à Embalse, centrale située sur une faille géologique, et très vulnérable à une chute d'avion.

Déjà en l'an 2000, la FUNAM et des dizaines d'associations ont dénoncé un scandaleux contrat signé le 13 juillet de cette année-là entre l'INVAP et ANSTO [7] pour la vente d'un réacteur de recherche argentin en échange de conditionnement de déchets radioactifs australiens en Argentine !

En 2004, pour son travail de lanceur d'alerte, Raúl Montenegro a reçu le prix Nobel Alternatif. Et en 2006, il a qualifié le Plan nucléaire de "pharaonique, improvisé et dangereux", oubliant les lois et engageant d'énormes conséquences négatives pour les générations à venir.

En 2013 et 2014, Córdoba No Nuclear, un collectif d'associations de Córdoba (dont Greenpeace, Eco-Sitio, FUNDEPS, Les Verts, TierraVida, et d'autres), s'est organisé pour dénoncer la poursuite de l'exploitation de la centrale d'Embalse. En outre, le collectif a demandé et obtenu, avec 19 ans de retard et surtout après 26 ans de lutte, l'arrêt des activités de Dioxitek à Córdoba . Le collectif milite désormais pour l'abandon total du nucléaire dans la province de Córdoba.

Avec leur faible densité démographique, les provinces de Patagonie sont particulièrement visées par l'industrie nucléaire. Voilà 30 ans, un projet de stockage de déchets radioactifs a été contré par le MACH [8]. Cette même association s'est ensuite battue contre des projets de mines, et, plus récemment, contre le projet de centrale nucléaire chinoise.

Au niveau national, bien sûr, beaucoup d'associations argentines plaident pour un abandon des accords nucléaires et des investissements dans des filières sales et dangereuses, et pour l'usage d'alternatives propres, économiques et sûres.

Bernard Cottier

Notes

[1] CNEA : Commission Nationale d'Énergie Atomique.

[2] CEA : Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives.

[3] INVAP : Institut de Recherches Appliquées.

[4] CONUAR : Combustibles Nucléaires Argentins.

[5] NA-SA : Nucléo-électrique Argentine Société Anonyme.

[6] ARN : Autorité de Régulation Nucléaire.

[7] ANSTO : Australian Nuclear Safety Organisation.

[8] MACH : Mouvement Antinucléaire du Chubut.